L'INFOLETTRE TRIMESTRIELLE DU RÉSEAU COOPÉRATIF

-JUIN 2019-

Le ***Réseau coopératif Europe-Écologie-Les-Verts*** *est l'un des deux collèges du* ***Mouvement EELV.*** *Il se distingue du collège Parti politique par sa structure horizontale.*
Rédigée par des membres du ***Comité national d'animation du Réseau coopératif*** *(**CNARC**), cette* ***infolettre*** *a pour objectif de présenter la diversité des actions et engagements des* ***Coopérateurs et Coopératrices du Mouvement EELV****.*

Nos Infolettres font apparaître ***les points de vue différents*** *qui coexistent au sein du* ***Réseau coopératif****. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.*

Bonne lecture !

Le Comité de rédaction

SOMMAIRE

- Suite aux élections européennes…
- Renouveler son adhésion au Réseau coopératif !
- Pour une révolution social-écologiste ! Texte n°2 : Quelle écologie politique pouvons-nous rassembler ?
- Au-delà de la gauche : ma réponse à Patrick Salez
- Ni sympathisant, ni partisan, mais acteur !
- Pour une écologie rassembleuse, face aux menaces planétaires.

Suite aux élections européennes…

Le score de la liste Europe Écologie le 26 mai fut une bonne surprise après les mauvais sondages des semaines précédentes. Mais les réactions qui s'en suivirent ne sont pas à la hauteur des espérances de création d'une alternative possible au populisme d'extrême droite et au libéralisme égoïste incarné par le Président Macron. Une alternative écologiste, sans avoir l'appui des citoyens ayant une culture dite de gauche, serait très loin de récolter les plus de 8 millions de voix qui seront nécessaires pour accéder au second tour des élections présidentielles.

La Coopérative EELV avait depuis l'origine pour objectif le rassemblement de tous les écologistes. Il nous faut relancer cet objectif pour permettre aux citoyens de culture écologistes ou de gauche de venir participer à la constitution d'une alternative crédible pour 2022 et surpasser les 3 millions de voix recueillis par Europe Écologie aux Européennes.

Il faudra en parallèle construire un projet d'émancipation désirable par 10 millions d'électeurs, soit 20% des personnes en âge de voter, ce qui nécessitera un lieu de rencontres des organisations politiques, des associations, des syndicats, toutes celles et ceux qui se sont engagés dès le mois de septembre 2018 dans les Marches pour le climat. C'est pourquoi la Coopérative EELV est partenaire des **Assises de l'écologie et des solidarités** pour en faire un espace permanent d'échanges avec tous ses partenaires actuels et futurs.

Denis Guenneau,
Coopérateur EELV,
Île-de-France

Renouveler son adhésion au Réseau coopératif !

Pour cela, rien de plus simple ! Il suffit de télécharger le formulaire : https://soutenir.eelv.fr/formulaire-papier/ et de l'envoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de **AF-EELV,** au secrétariat de votre région : http://eelv.fr/contact-en-region.

Il est également possible de régler son adhésion (ou son don) **en ligne**, en se rendant sur la page : https://soutenir.eelv.fr/cooperer/.
Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre don seront déductibles de vos impôts sur le revenu de 2019.

Le Comité d'animation du Réseau coopératif

Pour une révolution social-écologiste ! Texte n°2 : Quelle écologie politique pouvons-nous rassembler ?

Construire une force social-écologiste qui supplante le pôle libéral et l'extrême droite et fasse basculer les majorités lors des présidentielles de 2022 : voilà notre horizon fondamental, le seul capable de répondre aux urgences climatique, écologique, sociale et démocratique. L'affaire sera délicate, car Emmanuel Macron, après avoir siphonné la droite, viendra mordre sur les franges pâles de l'écologie. Dans un premier texte en mai, j'ai tenté de répondre aux questions « *pourquoi l'écologie politique?* » et « *comment peut-elle faire société?* ». Dans ce second texte, je propose une réflexion sur le « *que faire ensemble?* », visant à clarifier le paysage de l'écologie politique et à dresser les conditions d'un rassemblement de la social-écologie.

1) Le paysage de l'écologie politique, une nébuleuse

L'écologie politique est traversée par de nombreuses **lignes de partage idéologique.** Les deux principales sont une ligne socio-économique (en gros de la croissance vers la décroissance) et une ligne philosophique (entre anthropocentrisme et écocentrisme). Mais d'autres existent, telles qu'une ligne démographique (antinatalistes ou non), une ligne démocratique (allant jusqu'au municipalisme) et une ligne de gouvernance territoriale (opposant essentiellement le centralisme au régionalisme).

L'axe principal de différenciation est l'axe socio-économique et **les grandes familles idéologiques** de l'écologie s'y placent comme sur l'échiquier politique droite-gauche (*).

Trois familles s'imposent à droite: l'écologie localiste d'extrême droite; l'écologie conservatrice de la nature et des traditions, d'influence chrétienne; l'écologie libérale de marché qui prône un capitalisme productiviste et financier vert pâle et une transition énergétique à très petits pas.

Trois familles dominent le paysage à gauche :

- l'écologie intégrale (« profonde »), centrée sur la préservation du vivant (écocentrée). Bien qu'elle se proclame « ni gauche, ni droite », je la range délibérément parmi les familles de gauche car les solutions qu'elle propose sont souvent plus radicales que ne le laisse attendre ce positionnement plus philosophique que politique. Elle prône par exemple la suppression de l'objectif de croissance et un impôt de solidarité écologique.

- **l'écologie d'accompagnement du modèle socio-économique actuel**, orientée vers la transition écologique et des formes « soft » de croissance verte (économie résiliente, économie décarbonée, décroissance « des excès » ou de l'empreinte écologique). Elle introduit une dimension sociale (transition énergétique solidaire, bouclier social et, éventuellement, revenu d'existence) et une régulation publique, s'assimilant à une forme de social-démocratie verte ou de « keynésianisme vert ». Elle professe un renouveau démocratique.

- l'écologie de transformation du modèle socio-économique qui prône la rupture avec la croissance, la priorité aux biens communs, l'émancipation et la lutte contre toutes les formes de domination sociale, ainsi que le changement de nos modes de vie, de consommation et de production. Cette écologie radicale recouvre des catégories telles que l'éco-socialisme, l'écologie sociale et populaire et sans doute la plus radicale de toutes, la décroissance (**) (la collapsologie n'existe pas encore en format politique).

Ce qui rend cette nébuleuse plus complexe encore est le fait que **certaines familles politiques** de l'écologie se positionnent de façon hétérogène par rapport aux familles idéologiques. LFI, Ensemble, le PC et Génération.S coïncident assez précisément avec l'écologie de transformation et Urgence écologie ainsi que le parti animaliste coïncident avec l'écologie intégrale. Mais il n'en est pas de même pour Place Publique, Nouvelle Donne, le PRG, le PS et EELV, qui n'ont pas réellement choisi entre l'écologie d'accompagnement et l'écologie de transformation et doivent composer avec le une base idéologique floue. De la même façon, le positionnement de CAP21-LRC entre l'écologie libérale (mais sans capitalisme financier) et l'écologie d'accompagnement n'est pas particulièrement clair.

2) Rassembler les partis politiques sur un socle commun

Un rassemblement à la fois acceptable au plan idéologique et capable de susciter une adhésion massive des citoyens est celui des trois familles dites de gauche. On notera avec espoir que la somme de leurs voix représentait 36% des suffrages exprimés aux européennes.

Un socle commun à ces trois familles existe et doit faire l'objet d'un débat ouvert. Un débat qui fasse fi des rivalités de chapelle, des tactiques d'alliances pré-électorales et des stratégies personnelles. Le débat se situe, à mon sens, autour des réponses à donner aux **trois défis** que sont la vulnérabilité (aux effets du changement climatique, aux pollutions), la raréfaction (des ressources, de la biodiversité) et l'injustice sociale. Comment ne pas s'entendre sur une transition énergétique solidaire (redistribution aux catégories défavorisées), une décarbonation de l'économie, un grand programme public de rénovation des bâtiments, une mobilité propre, le développement de l'agriculture et de l'alimentation bio, le renoncement aux pesticides et la lutte contre les pollutions urbaines ? Les trois familles ne pouvant pas être d'accord sur tout, elles créeront des convergences en négociant des alliances thématiques (par cercles concentriques).

A gauche (*), le véritable point de rupture idéologique se situe entre écologie d'accompagnement et écologie de transformation et c'est cette dernière qui devrait s'imposer dans la société en entraînant les autres familles. Elle est en effet la seule capable de répondre à la fois aux urgences écologique et sociale. Cette écologie de transformation souffre malheureusement d'une incompréhension de ses contenus qui explique sans doute les réticences d'une partie des militants de EELV. Une écologie de transformation certes mais jusqu'à quel degré de conversion de l'économie et avec quelle régulation publique ? Et la société de post-croissance vers laquelle tend la transformation n'est pas mieux définie : avec quel partage du travail, quel type de solidarité sociale, quel mode de gestion des biens communs? Une relocalisation et une autonomie, mais doivent-elles aller jusqu'à la création de bio-régions? Le *bien vivre* certes, les valeurs qui s'y rattachent sont claires, mais

quelles sont les conditions matérielles de ce *bien vivre* et d'une autolimitation dans une société du numérique et de la robotisation?

Il y a urgence à explorer toutes ces questions et à construire une pensée collective d'une société de post-croissance et du *bien vivre.* Il faudra ensuite la rendre acceptable, voire désirable par tous.

3) Des responsabilités particulières pour EELV

EELV, fort de ses 13,5% de voix (avec tout de même l'apport de l'AIE et des régionalistes du RPS) aux Européennes et en pleine période de « Réinvention » en vue de son Congrès de novembre, doit assumer **cinq types de responsabilités :**

- **la nécessité de co-construire des alliances politiques**: parce qu'un mouvement de quelques milliers d'adhérents (même s'il enregistre des adhésions par effet d'aubaine des élections) ne peut prétendre seul rassembler la société. D'autant que l'électorat jeune dont il se glorifie ne représente en fait que 11 % des jeunes et est à la fois sociologiquement polarisé et intrinsèquement volatil.

- **la nécessité d'une attitude modeste**: parce que la tentation hégémonique dont on perçoit malheureusement les signes dans les discours de Yannick Jadot (« *Venez à nous les petits partis »*; « *Qui nous aime nous rejoint »*) est le meilleur moyen de faire fuir les partenaires potentiels.

- **la nécessité de rompre avec les vieilles rancœurs** (celles des alliances contrenature du passé avec le PS) et les blessures narcissiques (celles du coup fourré des présidentielles avec Benoît Hamon).

- **la nécessité de s'affranchir des ancrages politiques historiques des gauches**. Les urgences imposent que l'on ait confiance dans la conversion des partis « néo-écologistes » et dans leur renoncement progressif au productivisme. Le repli identitaire sur la pureté écologiste originelle n'est plus de saison.

- **la nécessité d'explorer et de clarifier, en interne, le flou idéologique de sa ligne politiqu**e, en choisissant entre écologie d'accompagnement et de transformation. EELV fait preuve d'un attachement à l'écologie d'accompagnement soit « par défaut », faute de pouvoir définir l'écologie de transformation, soit par tactique politique en appliquant l'adage *« On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens »* pour ratisser large.

4) Elargir le rassemblement politique aux citoyens

Les « 50 nuances de vert », la taxonomie des familles politiques et la mécanique des convergences entre partis, explorés ci-avant, parlent peu aux citoyens, même lorsqu'ils sont engagés dans des associations, mouvements sociaux, initiatives écologiques locales ou ZAD. Mais ils attendent un rassemblement et surtout un langage commun de la social-écologie. Un langage commun capable par exemple de rapprocher les Marcheurs pour le climat et les Gilets jaunes. Le Réseau coopératif EELV(***), comme d'autres coopératives, peut utilement contribuer à l'élaboration de ce langage commun.

L'appel au rassemblement de la social-écologie politique ne devrait pas venir d'un parti et sans doute pas non plus du monde des experts et des intellectuels. Il serait plus porteur s'il provenait de personnalités connues pour leur engagement dans l'action citoyenne, telles que par exemple Nicolas Hulot (où est-il exactement aujourd'hui?) ou Cyril Dion.

Enfin, une fois le rassemblement réalisé (rêvons), il faudra se préoccuper de la forme à lui donner et de la méthode permettant d'assurer un dialogue permanent entre organisations politiques et collectifs citoyens et de mobiliser la société : plate-forme, assemblée constituante, archipel, fédération ou autre. Une réflexion sur la forme et la méthode fera l'objet de notre dernier article en juillet prochain.

Patrick Salez
Coopérateur EELV
Poitou-Charentes

(*) Le sujet est aujourd'hui très controversé ; je considère que l'écologie ne se substitue pas au clivage traditionnel droite-gauche mais qu'elle le reconfigure dans un contexte d'urgence climatique et sociale. Et je continue à placer l'écologie à gauche, la considérant incompatible avec le néolibéralisme.
(**) Encore qu'il existe diverses catégories de décroissance.
(***) Le Réseau coopératif EELV est, aux côtés du Parti EELV, l'un des deux collèges composant le mouvement EELV.

Au-delà de la gauche : Ma réponse à Patrick Salez

L'écologie, nouvelle force politique, va être une entreprise de longue haleine tout au cours du XXIème siècle. Elle va en effet à rebours de tous les systèmes socio-économiques que nous avons vécus depuis le néolithique : la Terre subit aujourd'hui un pillage mondialisé, les générations futures vont hériter d'une planète exsangue. Dans les péripéties électoralistes du court terme, nous ne devons jamais oublier notre horizon à long terme, écocentré et non anthropocentrique, ayant le sens des limites contre une société croissanciste. Comme se rassembler autour de ce message ?

Nous constatons que l'axe droite/gauche de l'échiquier politique a perdu toute crédibilité, que ce soit au niveau national ou international. **Il y a désormais trois forces en présence** qui se profilent.
- Celle qui monte est la **tentation populiste** (de droite ou de gauche) avec personnification par un leader et désignation de boucs émissaires responsables de nos difficultés (les immigrés, les « élites », l'Europe…).
- Face à cela, un magma, qui se dit « **progressiste** » et rassemble des forces de droite comme de gauche au nom de la démocratie et de la libre entreprise. C'est en fait la perpétuation du système issu de la révolution industrielle, « business as usual ».
- De son côté, le **mouvement écologique**, divers et éclaté comme toute force émergente, porte cependant un projet de société durable, en équilibre avec les possibilités biophysiques de la planète : c'est le seul mouvement réaliste possible.

Certains prônent une écologie superficielle, d'autres pensent approfondir les fondements de cette écologie, mais c'est toujours le mot « écologique » qui rassemble, pas les vieilles étiquettes gauche ou droite. La stratégie, ce qui structure fondamentalement l'écologie politique, c'est son message reposant sur les études de l'écologie scientifique, réchauffement climatique, extinction des espèces, pic pétrolier

ou des métaux, état des ressources renouvelables, etc. Elle repose sur l'idée que les contraintes naturelles conditionnent l'état d'une société, la délibération démocratique déterminant normalement le fonctionnement de l'économie. Il ne s'agit plus d'une lutte des travailleurs (option de gauche) contre le capital (défendu par la droite). Il s'agit de prendre en considération le facteur Terre. Le problème, c'est de passer de la vision du long terme au programme électoral présent et à la cuisine électorale.

Pour les programmes, Patrick Salez a amplement montré la diversité des écologismes pratiqués par les différentes tendances de l'échiquier politique français. Pour simplifier, il y a des fragments d'écologie profonde chez certains et des variétés infinies d'écologie superficielle chez la plupart, axée sur la croissance verte, le moteur propre, etc. Ces tendances souvent contradictoires traversent le parti EELV lui-même, ce sera un débat permanent. Ajoutons que même l'extrême droite se targue aujourd'hui de considérations écologiques. Pour la petite histoire, l'extrême-droite récuse officiellement cette différenciation droite/gauche puisqu'elle dit représenter « le peuple ». A chacun son vernis écolo, mais notons que c'est toujours l'écologie qui fait le socle commun, pas l'étiquette droite ou gauche. Cette démarcation n'a d'ailleurs plus d'importance pour la grande majorité des électeurs. En bref, chacun aura son programme social-écologique, mais il est certain que les écrits ici ou là ne déterminent pas l'évolution des différents groupes politiques institutionnalisés. Le rassemblement de forces disparates paraît pour l'instant impossible.

Quant à la tactique électorale, les événements depuis la présidentielle 2017 montrent que l'arrimage à la gauche socialiste voulue par Voynet, puis par Duflot, a abouti à un véritable échec pour EELV. Avec le positionnement de Yannick Jadot aux Européennes de 2017, les Verts reviennent à leur fondement historique depuis René Dumont (1974) et surtout Waechter, « l'écologie n'est pas à marier », elle se suffit à elle-même. L'urgence écologique est en effet devenue de nos jours un cri de ralliement, que ce soit pour une jeunesse qui s'était dépolitisée, une gauche sans repères ou des conservateurs qui se diraient à droite.

Maintenant, si l'on veut des élu.e.s, il faut agir au mieux lors de chaque élection, qui impose chacune des critères variables, proportionnelle, scrutin majoritaire, censitaire, etc. Il faut décider au cas par cas en n'oubliant pas notre principe d'autonomie contractuelle(*) : tout est possible au niveau des alliances du moment qu'on porte le discours écologique…

Michel Sourrouille
Coopérateur EELV
Poitou-Charentes

(*) http://biosphere.ouvaton.org/blog/ce-que-veut-dire-autonomie-contractuelle-pour-eelv

---

Ni sympathisant, ni partisan, mais acteur !

Une mutation profonde du Réseau coopératif à l'intérieur du Mouvement de l'écologie EELV.

Le texte ci-dessous, portant cette mutation, est le résultat d'un travail de plusieurs mois. Il a été présenté sous différentes formes au CNARC, à l'Agora, et aux Assises. Il s'est enrichi de commentaires et des remarques issus de ces assemblées et des expressions remarquées de participants sur les listes de discussion internes au mouvement EELV. Il met l'individu en avant et porte un chemin vers la mise en place d'une démocratie coopérative à l'intérieur et à l'extérieur du Mouvement EELV. Il a pour ambition de participer à une dynamique politique permettant d'être présent au deuxième tour des élections présidentielles de 2022.

Beaucoup de militants écologistes, mais pas encore suffisamment d'intelligence collective.

Les individus écologistes que le Réseau coopératif EELV pourrait se donner comme objectif de rassembler, en vue d'une citoyenneté pesant sur la marche des institutions, sont des citoyens qui traduisent chacune de leurs « tensions » dans des réseaux militants.

Ils concilient leur envie d'agir dans un domaine défini (climat, pesticides, OGM, énergie, etc.) ou d'une manière particulière (citoyenne, non violente, en désobéissant, radicale, etc.).

On les trouve, liste non exhaustive, à Alternatiba, ANV, COP21, le Ruban vert, le Mouvement des coquelicots, La base, XR, PNLP, Démocratie vivante, LDH, Greenpeace, Action pour le climat et une foultitude d'autres endroits de « conciliation de tensions ».

Il manque aujourd'hui des lieux, des espaces, de proximité physique et de « coworking politique ».

Les engagements écologistes relèvent pour beaucoup d'une démarche « autonome ».

Les manifestations pour le climat l'ont montré.

Les manifestants étaient pour la plupart des électrons libres. Ceux-ci remerciaient « les vieux » de venir les soutenir et étaient avides d'un symbolisme marquant leur engagement. Ils s'appropriaient, au petit bonheur la chance, drapeaux, pancartes, badges, autocollants, sans bien savoir ce qu'ils représentaient. Ils affichaient leur manque de connaissances des institutions et des partis en tant qu'organisations et découvraient qu'il existait des gens qui s'étaient rassemblés depuis un certain temps autour de la justice climatique…

Ils étaient preneurs de repères, mais il était évident que c'était eux qui étaient à la manœuvre.

Donner un cadre, des repères, mais ne pas encadrer.

Pour cela, l'enjeu est de favoriser la réappropriation de la parole politique et de l'espace public par les citoyens, tout en sachant que les risques environnementaux sont aujourd'hui beaucoup trop forts pour être pris en compte de manière rationnelle par les individus sans la possibilité de formation, d'information, de conseils et d'avis thématiques collectifs.

Nous devons construire une organisation politique qui tient compte des facteurs suivants :

- Dans notre constitution, l'électeur/compétiteur a son institution qui lui ôte toute responsabilité une fois son bulletin mis dans l'urne. Alors que l'individu citoyen/coopérateur n'a que la grève, les manifestations, la justice, la désobéissance civile et plus si affinité pour agir.
- L'écologiste dans son rapport à la société se doit d'exister en tant qu'individu. Il veut prendre sa vie en main. Une société est à l'image des individus qui la composent. Déléguer toute son

identité au collectif, c'est s'abandonner et c'est surtout mettre de côté la complexité pour l'uniformisation, alors que notre équilibre « naturel » est complexe et oblige à aller vers plus d'autonomisation au sens où celle-ci est toujours une juste analyse des interdépendances avec les autres, la nature et les générations futures.

Donner sans asservir, c'est permettre que l'on vous rende.

C'est la différence que l'on fait entre la charité et le don. Le don est une solidarité, alors que la charité ne donne pas la possibilité de rendre et tue l'identité.

Les fédérations sportives l'ont bien compris, elles prospèrent de cette manière.

Du sport jeu-et-santé, porté par l'individu, elles en font du sport compétition-et-spectacle, porté par le monde sportif. Elles ont devenues des machines à sélectionner les élites.Pour cela, elles ont mis en place des mécanismes de solidarité entre le sport amateur et le sport professionnel. Cette solidarité, qui est aussi financière, touche aux domaines de la formation, du recrutement, et des facilités fonctionnelles. Ces fédérations fournissent aussi le cadre des disciplines et laissent toute autonomie à une myriade de clubs sportifs.

Aujourd'hui, le monde politique, dans le cadre de nos institutions, présente beaucoup de similitudes avec le monde sportif, dans le cadre de la marchandisation des loisirs. Même si on désapprouve les deux, pour le monde politique nous devons faire encore avec. Alors inspirons-nous de ce qui marche.

Faire muter le Réseau coopératif pour qu'il soit une myriade de clubs politiques.

La fonction d'une structure de citoyens-coopérateurs-écologistes est de permettre :

- d'une part, l'expression des intentions politiques de ces déséquilibres ;
- d'autre part, la participation à la définition des avis, des formations, de l'information et à l'entretien d'une charte commune de l'action et de la vision politique écologiste.

Et ceci, en premier lieu, au niveau local, en permettant la participation « en archipel » des militants à leur cadre de vie, au-delà de leur bulle de confort et, en second lieu, en répercutant les difficultés et déséquilibre perçus, au niveau du territoire, de l'Europe ou du monde. Les interlocuteurs dans ce dernier cas sont la représentation institutionnelle et les partis. L'Agora EELV est l'image de l'articulation nécessaire au niveau d'un mouvement politique.

Fédérer des Maisons coopératives citoyennes et de l'écologie (MaCCE).

C'est un scénario de mutation de la Coopérative et de rupture inscrite dans la continuité du travail fait au niveau national par le Réseau coopératif.

Les MaCCE sont attachées à un territoire de grande proximité et **sont la raison d'être du mouvement coopératif** qui fait évoluer sa structure nationale. Elles sont ouvertes à tous les courants de l'écologie ayant un engagement citoyen, sans exclusive de parti ou d'organisation. **Elles sont la matière et la raison d'être du Réseau coopératif** qui deviendrait le **Réseau des MaCCE.**

Les MaCCE sont autonomes et n'ont aucune contrainte statutaire, de fonctionnement et d'action, en dehors de l'adhésion à la Charte du Réseau. Cette charte pour l'instant est celle des Verts mondiaux et comprend la notion de démocratie coopérative.

Une mutation qui s'appuie sur l'esprit de l'existant.

Cette évolution ne fait qu'affirmer l'existant au sein du mouvement EELV, en donnant une utilité à chaque composante. Il permet de faire muter le Réseau coopératif et pousse le Parti à se réinventer sans « aller jouer dans sa cour « et sans rentrer en compétition avec lui. Il demande d'établir des solidarités internes à introduire dans les statuts du Mouvement. A terme, il permet d'élargir le « collège Parti », si le Parti existant le désire, à l'intérieur de l'Agora, en l'ouvrant aux désirs d'une « Maison commune des Partis » revendiquant une vision écologique.

Dans le cadre d'un fonctionnement « en archipel », les groupes locaux du Parti, qui conservent leurs fonctions partidaires, peuvent participer à une MaCCE, de la même manière que les autres organisations locales comme les syndicats, les ONG, les associations, etc.

L'esprit du Réseau des MaCCE.

Il est créé des assemblées de « bio-territoires » des MaCCE, qui auront le même fonctionnement que les Régions actuelles de la Coopérative, mais n'auront pas les mêmes périmètres.

La notion actuelle de Région EELV, impliquée directement dans la compétition institutionnelle, ne correspond pas à ce que la Coopérative doit essayer de construire comme notion de territoire. Ces bio-territoires ont une cohérence écologique et géographique, une notion floue pouvant intégrer des métropoles, des pays, des départements, etc., et qui justifie de regrouper des représentants de toutes les MaCCE d'un bio-territoire donné en une assemblée.

Le mouvement de l'écologie, fédérateur de toutes ces énergies, aujourd'hui EELV, construit des repères utilisables par les MaCCE, dans son assemblée qu'est **l'Agora nationale avec ses trois collèges** (Réseau des MaCCE, Parti, Pôle de ressources élargi). Une MaCCE peut se saisir de cet avis et décider au niveau de ses adhérents de la manière dont elle se l'approprie.

Comment adhérer ?

L'adhésion au Réseau se fait par clic gratuit, avec possibilité de don et acceptation de la Charte, avec **obligatoirement** un attachement à une MaCCE. Si elle n'existe pas, elle est créée virtuellement par simple volonté de l'adhérent. Lorsque cinq adhérents sont rattachés au même territoire, la MaCCE existe. Cette disposition pousse à l'engagement local, sans le rendre obligatoire. Libre ensuite à l'adhérent de ne militer qu'au niveau d'un bio-territoire, d'un territoire régional, national ou peut-être européen. Cet attachement local permet d'initier des listes pour les municipales, qui ne seront plus simplement « citoyennes » mais plutôt des listes « coopératives et citoyennes », impliquant une adoption des notions de sociocratie ou de municipalisme et d'un mandat coopératif.

Pour ceux qui veulent payer une cotisation ou faire un don, on ne change rien et ils bénéficient de la déduction d'impôt.

Le Réseau des MaCCE au niveau national (ou européen).

Le CNARC devient le Comité national des assemblées des MaCCE (CNAM).

Le CNAM est une délégation des assemblées en charge de l'animation politique du réseau ainsi créé. Il joue un rôle politique au niveau du Mouvement, en étant l'interface de

l'engagement citoyen et de l'action politique de proximité et, ceci, en particulier au niveau de l'Agora. Ce CNAM ne met pas en place de structure pyramidale, mais correspond à l'objectif de transversalité porté aujourd'hui par le CNARC. Toute idée de coordination doit être exclue.

Le Réseau des MaCCE est à la fois porteur de repères pour l'activisme local et acteur de l'articulation politique avec la représentativité politique. Il reflète une dynamique politique qui vient enrichir l'action institutionnelle partidaire.

Co-élaboration menée par
Christian Olive,
Coopérateur EELV,
Languedoc-Roussillon.

Pour une écologie rassembleuse, face aux menaces planétaires.

Pour changer de braquet, il y a besoin de changer de logiciel, c'est-à-dire de vision des choses possibles. Surtout quand la tête tourne avec 6% des inscrits à une élection traditionnellement favorable.

Rappelons la situation, qui dépasse le cadre national et nécessitera dans les années à venir une bien plus importante collaboration internationale : extinction de certaines espèces, réduction de la biodiversité, y compris chez les plantes, cycles de l'eau perturbés, plastiques bouffés par les poissons, acidification des océans, réduction des forets primaires, extractions minérales et fossiles inconsidérées, réchauffement climatique, pollutions multiples, modifications génétiques de l'espèce incontrôlées, déséquilibres criants de distribution de l'argent qui circule, prochaine asphyxie du Web par trop grande consommation énergétique, robotisation montante déstabilisante…

Nous, citoyens préoccupés par l'avenir de la planète, souhaitons créer une dynamique lors des prochaines municipales, législatives, et présidentielles, pour que l'intelligence l'emporte sur la frilosité et veulerie dominantes.

Cela ne se fera pas en déplorant un passé qui nous a conduits à la situation actuelle.

Tout est à reconsidérer : le fonctionnement de la démocratie, la distribution des pouvoirs et des richesses, les domaines où le vote doit s'imposer, ceux ou le dialogue est prioritaire et ceux ou de nouvelles contraintes doivent être instituées.

Illustrons cela à l'aide d'exemples qui sont là pour indiquer une voie cohérente, sans clore les choses.

La formation des élites est entièrement à revoir. Nous avons besoin avant tout d'architectes sociaux pour orienter la transition écologique, augmenter les potentiels de résiliences territoriaux, encourager le cosmopolitisme intelligent, coordonner les élaborations à court moyen et long terme, susceptibles de faire face aux défis précités.

La formation de masse est entièrement à revoir : elle doit veiller en priorité à ce que chacun puisse assurer sa survie, trouve un sens à sa vie et accepte la finitude, en préservant la diversité.

La réduction des transports polluants, ainsi que la réduction de la consommation énergétique, doit devenir une priorité absolue. On peut imaginer que des millions de citoyens mettent l'argent nécessaire à leur voiture privée dans un pool qui leur fournira la gratuité des transports communs en échange et la mise à disposition de voitures partagées le cas échéant en dehors des centre villes.

Le dialogue et le partage doivent être encouragés à tous les niveaux de la société.

Les budgets recherche doivent être affectés aux domaines jugés prioritaires, comme en temps de guerre. Notamment la production d'hydrogène, le solaire biodégradable, la géothermie. Copier le vivant pour créer des boucles comme des cycles complets du carbone, améliorer les capacités à mieux bruler les combustibles. En matière de santé, les cellules souches et l'immunothérapie, plus la promotion de l'énergétique chinoise.

L'administration centrale et territoriale devra se mettre au service. Un million de postes nouveaux devront être crées pour cela.

Les entreprises vertueuses doivent être encouragées, les polluantes progressivement interdites de nuire. Cinq ans maximum sera donné à la grande distribution pour supprimer tous les plastiques et ne vendre que du bio ou de l'agriculture raisonnée.

Le système d'impôts et de distribution sera entièrement revu en fléchant les recettes et dépenses selon les priorités décidées par plus 50 % de la population.

Création d'ambassadeurs de la planète chargés de réguler les dysfonctionnements, assermentés, ayant des pouvoirs étendus pour distribuer facilement des amendes, proposer des médiations, des stages de rééducation, etc. Bref, constituer une nouvelle vigilance de proximité.

Antoine Valabrègue
Coopérateur EELV
Languedoc-Roussillon

Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver sur notre site web à l'adresse http://coop.eelv.fr/category/infolettres/

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)